

«Dérapage des finances publiques». La réaction de David Samzun aux propos de Bruno Le Maire

"Au nom des maires de Saint-Nazaire Agglomération, avec toute notre diversité politique, je veux réagir aux propos tenus sur les finances publiques par Bruno Le Maire, ministre démissionnaire, et [repris dans un article du journal Le Monde](#) :

« Le risque principal est lié à une augmentation extrêmement rapide des dépenses des collectivités territoriales, qui n'a pu être confirmée que fin juillet et pourrait à elle seule dégrader les comptes 2024 de 16 milliards d'euros »

Nous faire porter la responsabilité du déficit des finances publiques est un scandale tant il méprise la réalité de la vie des collectivités locales.

En responsabilité, nous votons, année après année, des budgets en équilibre. Il est donc indécent de nous reprocher une dérive des budgets quand on constate, année après année, l'inconséquence de l'Etat qui laisse filer son déficit public et abime peu à peu notre souveraineté nationale.

Toujours en responsabilité, nous faisons face avec agilité et innovation aux injonctions gouvernementales, souvent contradictoires, et nous administrons les services publics locaux au plus près des habitantes et les habitants avec le souci constant de faire vivre la solidarité et la protection du pouvoir d'achat.

Et nous rappelons avec force que les gouvernements successifs ont réduit à peau de chagrin les leviers fiscaux de toutes nos collectivités.

En dépit de tout cela, les finances de Saint-Nazaire et de Saint-Nazaire Agglomération sont parfaitement maîtrisées. Et c'est un exercice quotidien et exigeant, tant les besoins des habitantes et des habitants sont nombreux face aux tensions sur le pouvoir d'achat et aux besoins de solidarité et de lien social dans une société qui se crispe.

Alors, oui, il est scandaleux et dangereux d'accuser des collectivités d'inconséquence financière tant l'Etat a du chemin à faire sur ces sujets. Nous n'acceptons pas d'être pointés du doigt par un membre du gouvernement sur le départ. Ce type de procédé n'est pas à la hauteur des attentes des citoyennes et citoyens français ; notamment en cette période politique trouble où la confiance entre le politique et le citoyen est en reconstruction.

Juste pour mémoire, un rapide rappel des décisions unilatérales de l'Etat qui ont eu des impacts directs sur les finances de nos collectivités : augmentation du point d'indice des fonctionnaires, accompagnement de la crise Covid, soutien à l'hébergement d'urgence, création de polices

municipales pour compenser le manque d'effectifs de la Police Nationale, transferts de charges sur la gestion des cartes d'identité, sur l'enseignement supérieur, désorganisation des périodes électorales... et la liste n'est pas exhaustive.

David Samzun, maire de Saint-Nazaire et président de Saint-Nazaire Agglomération

Votre contact

Saint-Nazaire agglomération

Service presse

presse@saintnazaire.fr